



CIHEAM
International Centre for Advanced
Mediterranean Agronomic Studies



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



Numéro 40

Co-Publication CIHEAM et UPM

Renforcer le rôle des femmes

Obstacles et opportunités dans les milieux ruraux et agricoles

Appel à contribution

Publication, Juin 2018

A propos du CIHEAM

Fondé en 1962, le CIHEAM est une organisation intergouvernementale méditerranéenne dédiée à l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et au développement durable des territoires ruraux et côtiers.

Composé de 13 Etats membres (Albanie, Algérie, Egypte, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Espagne, Tunisie et Turquie), le CIHEAM a 4 Instituts basés à Bari (Italie), Chania (Grèce), Montpellier (France) et Saragosse (Espagne) et un Secrétariat Général à Paris.

Le CIHEAM collabore avec de nombreuses organisations internationales et régionales.

Au CIHEAM, nous croyons fortement qu'une Méditerranée qui favorise un meilleur avenir pour les jeunes générations est possible. Nous contribuons à promouvoir des solutions qui conduisent au développement humain et à une croissance durable et nous nous efforçons de renforcer le dialogue interculturel.

Étroitement liées aux besoins spécifiques des pays, les actions du CIHEAM reposent sur la collaboration et une approche de résolution de problèmes. Avec ses Etats membres, ses partenaires publics et privés et ses universitaires, le CIHEAM s'attache à relever les 4 défis suivants :

- Lutte contre le "triple gaspillage" (gaspillage de connaissances, de ressources naturelles et des aliments) ;
- stimuler l'agriculture et l'alimentation durables ;
- Investir dans les nouvelles générations et les territoires fragiles ;
- Prévenir les risques et gérer les tensions



AGENDA STRATÉGIQUE CIHEAM 2025

NOS MISSIONS



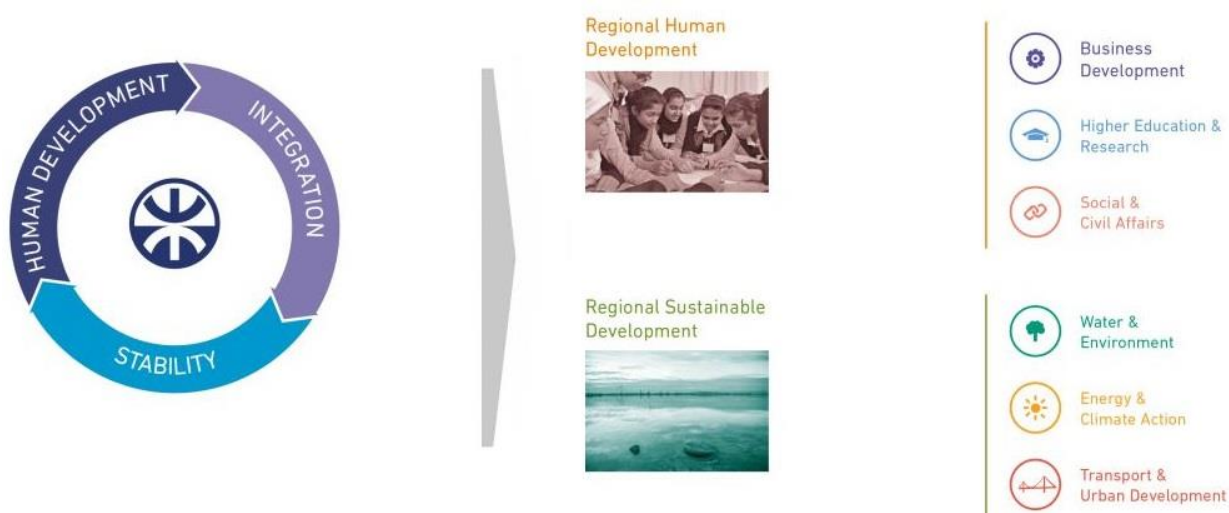
A propos de l'UpM

L'Union pour la Méditerranée (UpM) est une organisation intergouvernementale euro-méditerranéenne qui regroupe les 28 pays de l'Union européenne et 15 pays du sud et de l'est de la Méditerranée.

La mission de l'UpM est de renforcer la coopération régionale, le dialogue et la mise en œuvre de projets et d'initiatives concrètes ayant un impact tangible sur nos citoyens, en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes afin de répondre aux trois objectifs stratégiques de la région: la stabilité, le développement et l'intégration.

L'UpM travaille de manière proactive pour atteindre de meilleurs niveaux d'intégration et de coopération dans la région grâce à une méthodologie spécifique qui a donné des résultats positifs en termes de dialogue politique et de mise en œuvre d'initiatives régionales dans lesquelles les jeunes jouent un rôle clé.

Avec plus de 50 projets labellisés et plus de 300 forums ministériels et d'experts regroupant 25 000 parties prenantes depuis 2012, les activités de l'UpM illustrent la forte conviction que les défis régionaux appellent des solutions régionales et qu'il n'y a pas de sécurité sans développement. Pour plus d'informations: <http://ufmsecretariat.org/>



Les Watch Letter

Consacrée aux grands thèmes de l'agriculture méditerranéenne, de l'alimentation et de l'environnement, la Watch Letter du CIHEAM est publiée depuis 2007.

Tout en permettant au CIHEAM de gagner en visibilité, elle diffuse des études et des analyses sur les problématiques émergentes de l'agriculture et de l'alimentation ciblant un public large et hétérogène (décideurs politiques, chercheurs, journalistes, etc.). La Watch Letter vise à nourrir le débat sur la Méditerranée et le débat mondial plus large sur l'alimentation et l'agriculture.

Le Secrétariat Général du CIHEAM dirige et gère cette publication bilingue (anglais et français).

Renforcer le rôle des femmes : Obstacles et opportunités dans les milieux ruraux et agricoles

Contexte

En Méditerranée, les écarts entre pays en matière de ressources naturelles, financières et humaines sont importants. Cependant, face aux défis économiques, sociopolitiques et environnementaux que doit surmonter la région, se dessine une communauté de destin dans laquelle les femmes sont un levier du développement, pour peu que leur potentiel soit reconnu et libéré et que la lutte contre les inégalités de genre occupe une place centrale dans les politiques publiques et privées.

Les études régionales et mondiales montrent que les femmes sont essentielles aux mécanismes de sécurité alimentaire et de nutrition, parce qu'elles représentent une part importante de la force de travail agricole, notamment dans les zones les plus pauvres. Les femmes sont également significativement porteuses de savoirs, de bonnes pratiques et d'innovations dans l'utilisation durable des ressources naturelles, dont les stratégies d'adaptation au changement climatique et la conservation de l'agro-biodiversité.

Si la participation à la vie économique, sociale et politique reste inégalitaire entre les femmes et les hommes à l'échelle de la planète, cette inégalité se manifeste plus intensément en Méditerranée et en particulier dans les zones méridionales. Les femmes en zones rurales ont la particularité de cumuler les difficultés, les inégalités voire les discriminations. Des emplois peu ou pas qualifiés, moins payés (parfois pas du tout), un accès limité à l'éducation, au développement des compétences, ainsi qu'aux services financiers, à l'utilisation des engrais, des équipements mécaniques ou des technologies... Selon les pays, elles peuvent également être victimes de discrimination liée à leur sexe allant de la pression socioculturelle - qui favorise un cloisonnement des femmes à l'espace domestique- à la législation discriminante notamment en matière d'héritage et d'accès au foncier.

Les femmes en zones rurales subissent les effets de la marginalisation des territoires avec un accès limité aux services de gardes d'enfants, à la formation, aux transports, aux services socio-médicaux et culturels, et sont confrontées plus que n'importe où ailleurs au manque d'opportunités d'emplois. Particulièrement affectées par les effets du changement climatique sur l'agriculture, elles sont également les premières à « absorber les chocs » des crises alimentaires. La sous-représentation des femmes rurales dans les organisations et institutions est un facteur aggravant car elles demeurent peu informées sur leurs droits, réduisant ainsi leur participation aux processus décisionnels.

Si elles cumulent les inégalités et les discriminations, et subissent une sorte de « double peine », elles n'en restent pas moins un élément clé de la stabilité des territoires. Elles sont au cœur de la résilience des sociétés rurales et constituent un élément de réponse aux défis méditerranéens en matière de sécurité alimentaire et de préservation des écosystèmes ruraux.

En ligne avec les Objectifs de Développement Durable pour 2030 de l'ONU, le Plan d'Action pour la Méditerranée du CIHEAM (PACMED 2025) accorde une place importante aux enjeux de développement de capacité et d'autonomisation des femmes dans l'agriculture, la pêche, et plus globalement dans les zones rurales et enclavées méditerranéennes.

Qu'il s'agisse de lutter contre le gaspillage des ressources naturelles et humaines, de contribuer à la réduction de la pauvreté, de soutenir l'entrepreneuriat et une plus forte participation des acteurs ruraux et agricoles dans les espaces de décisions, il faudra miser sur l'implication des femmes et investir davantage dans leurs compétences et leur autonomisation. Le CIHEAM contribue à soutenir ces initiatives, en mettant en place des programmes qui valorisent les innovations sociales, techniques et économiques portées par les femmes ou si elles en sont destinataires. Le CIHEAM

soutient également la participation des femmes et des étudiantes dans les filières scientifiques et les réseaux de recherche notamment dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de la gestion des ressources naturelles, de l'énergie, du développement rural et côtier, de l'adaptation aux changements climatiques, de la santé animale ou des marchés agricoles : des thèmes liés aux grands enjeux méditerranéens.

L'accent mis sur l'autonomisation des femmes, en tant que principale contribution à la recherche des causes profondes des défis actuels auxquels la région méditerranéenne est confrontée, est au cœur de la stratégie de l'UpM. Cette stratégie a été progressivement élaborée et structurée au cours des trois dernières années en étroite coordination avec les États membres de l'UpM et avec la participation des principales parties prenantes opérant dans la région, notamment les autorités locales, les organisations internationales, les donateurs, la société civile et le secteur privé. Dans la dernière Déclaration Ministérielle¹ de l'UpM sur le renforcement du rôle des femmes dans la société, adoptée le 27 novembre 2017 au Caire, les ministres ont convenu qu'il était urgent de prendre les mesures et politiques nécessaires pour assurer la pleine participation des femmes.

Thèmes principaux :

La Watch Letter n°40 visera à mettre en perspective les différentes situations en Méditerranée en analysant les défis et opportunités liés au renforcement du rôle des femmes rurales dans les domaines économique, social, juridique et politique. Les contributions peuvent avoir une approche nationale ou régionale, thématique (climat, migration, éducation, emploi, accès aux services et ressources...) ou sectorielle (agriculture, pêche, élevage, artisanat, entrepreneuriat, politique, etc.).

Les analyses devront aider à mieux comprendre les défis mais aussi les opportunités de l'approche genre en matière d'initiatives et politiques de développement durable rural, côtier et agricole.

Elles aideront également à identifier les leviers et les bonnes pratiques pour l'autonomisation des femmes aux niveaux macro, méso et micro tels que:

- L'application des lois et règlements ;
- L'intégration de la dimension de genre dans les politiques agricoles et de développement rural ;
- Le renforcement de l'accès des femmes aux innovations, aux moyens de production, aux services et aux infrastructures, y compris l'accès à la terre et à la propriété, aux marchés et à des transports de qualité ;
- Favoriser l'accès des femmes et des filles à l'éducation, à la formation et aux programmes de mentorat ;
- Garantir l'accès des femmes à un travail décent dans les zones agricoles ;
- Soutenir la participation et le leadership des femmes dans les organisations rurales ;
- L'appui à la participation des femmes et des filles aux réseaux scientifiques et de recherche dans les domaines de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, de la gestion des ressources naturelles, du développement rural et côtier durable et inclusif, des stratégies d'adaptation au changement climatique, de santé animale et végétale, etc.
- L'adoption de budgets sensibles au genre pour assurer une distribution équitable des ressources ;
- La réduction et la redistribution des travaux agricoles non générateurs de salaire, et des travaux domestiques etc.

Les analyses tenteront également d'inclure des considérations sur le manque général de données ventilées par sexe disponibles au niveau rural et dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche.

¹ <http://ufmsecretariat.org/wp-content/uploads/2017/11/womenfinaldeclaration.pdf>

Agenda

Février 2018

Lancement de l'appel à contributions

8 Mars 2018

Date limite de remise du résumé

Avril-Mai 2018

Réception des articles et édition

1^{er} Juin 2018

Publication de la Watch Letter 40

Détails Techniques pour les Articles

Langues

Français et anglais

Longueur

2000-2500 mots (ou 12,500 - 15,000 caractères)

Signature

Indiquez s'il vous plait votre position et/ou l'institution que vous souhaitez voir apparaître dans l'article

Remise

Les résumés et articles doivent être envoyés par courrier électronique à seghirate@ciheam.org

Watch Letter

Directeur Editorial

Placido Plaza (CIHEAM Secrétaire Général Ad Interim)

Equipe Editoriale

Anne-Laure Le Cam (CIHEAM, Consultante)

Marie-Hélène Le Hénaff (CIHEAM, Directrice des Relations Extérieures)

Yasmine Seghirate El Guerrab (CIHEAM, Responsable de la Communication et point focal sur les questions de genre)

Audrey Petiot (CIHEAM, Assistante)

Laurence Pais (UfM, Secrétaire Générale Adjointe, Affaires Civiles et Sociales)

Fatiha Hassouni (UfM, Programme Manager, Genre et Affaires Sociales)

Comité Scientifique du CIHEAM

Tomas Garcia Azcarate (Espagne)

Malika Fadila Hamana Korichi (Algérie)

Nahla Hwalla (Liban)

Abdel-Mohsen Abdel-Hamid Maher (Egypte)

Apostolos Papadopoulos (Grèce)

Suat Sensoy (Turquie)

Mongi Sghaier (Tunisie)

2007

1. Water Resources and Agriculture
2. Identity and Quality of Mediterranean Products
3. Zoonoses and Emerging Diseases

2008

4. Aquaculture Sector
5. Sociopolitical Impacts of the Rising Food Prices
6. Forest Fires
7. Organic Farming

2009

8. Agro-Business
9. Drought Management and Desertification
10. Agricultural Policies Outlook
11. Agriculture and Fisheries in the Islands

2010

12. Climate Change and Agriculture
13. Food, Nutrition and Health
14. Women in Agriculture
15. Agricultural Trade and Liberalization

2011

16. Olive Growing
17. Financing Agricultural and Rural Development
18. Urban Agriculture
19. Labelling Mediterranean Products

2012

20. Agri-Food Chain and Logistics
21. Enhancing Research
22. Education and Training
23. Cereals Trade and Markets

2013

24. Rural Development
25. Mediterranean Forests
26. Farmer's Trade Union
27. EU CAP Reform and the Mediterranean

2014

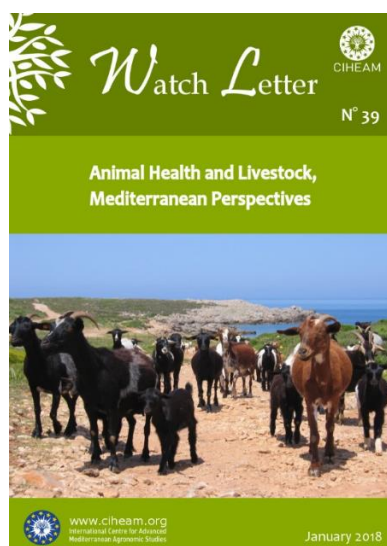
28. Land Issues
29. Corporate Social Responsibility
30. Food Waste and losses
31. The Mediterranean Sea: Fisheries and beyond

2015

32. Feeding Expo Milano with Mediterranean perspectives
33. Invasive species in the Mediterranean: challenges and risks
34. Agenda post 2015 and Mediterranean Futures
35. Dairy Products in the Mediterranean

2016

36. Crises and Resilience in the Mediterranean
37. Agriculture and Climate Change: Impacts, adaptations and solutions
38. Rural Innovations and Digital Revolution in Agriculture



Discover the WL 39, Animal Health and Livestock, Mediterranean Perspectives (January 2018)

Contact & Subscription to the Watch Letters

watch.letter@ciheam.org

All these issues are available online on www.ciheam.org